



DEPARTEMENT PROJETS PROGRAMMES COFINANCEMENTS

SERVICE ASIE-PACIFIQUE

TSUNAMI ASIE



Situation au 15 juin 2005

Ce document du Service Asie-Pacifique du CCFD a été rédigé par Anne-Sophie Delecroix, chargée de projets post-tsunami pour l'Inde et Sri Lanka et Jean-Cyril Dagorn, assistant d'études sur le tsunami.

Table des matières

Introduction : six mois après le Tsunami, accompagner la reconstruction dans la durée..	4
Indonésie	8
Contexte général et situation du pays.....	9
Enjeux liés à la réhabilitation et la reconstruction	10
Activités des partenaires à Aceh	13
Cindelaras.....	13
Forum inter-religieux de YogJakarta (FPUB).....	14
FSPI et KSKBA	15
Jesuit Refugee Service (JRS)	16
Quelques initiatives intéressantes de partenaires du CCFD en Indonésie	18
Inde	20
Contexte général et situation du pays.....	21
Enjeux affectant la mise en place de l'aide	21
Activités des partenaires au Tamil Nadu.....	24
Association of Rural Education and Development Service (AREDS)	25
Association of Social Activists (ASA).....	25
Dalit Land Right Federation (DLRF).....	25
Human Rights Federation for Dalit Liberation (HRFDL)	26
Integrated Rural Development Service (IRDS)	26
Rural Development Society (RDS).....	26
Quelques initiatives intéressantes de partenaires du CCFD au Tamil Nadu.....	26
Sri Lanka.....	28
Contexte général et situation du pays.....	29
Enjeux affectant la mise en place de l'aide	30
Activités des partenaires au Sri Lanka	32
Human Development Organization (HDO)	32
Une initiative intéressante de HDO au Sri Lanka	32
Thaïlande.....	34
Contexte général et situation du pays.....	35
Enjeux affectant la mise en place de l'aide	36
Activités des partenaires en Thaïlande.....	38
Tsunami Action Group (TAG).....	38
Yadfon.....	39
Spirit in Education Movement (SEM)	40
Quelques initiatives intéressantes de partenaires du CCFD en Thaïlande	41
Birmanie.....	42
Contexte général et situation du pays.....	43
Enjeux affectant la mise en place de l'aide	44
Activités de notre partenaire en Birmanie.....	45

Introduction : six mois après le Tsunami, accompagner la reconstruction dans la durée

Près de six mois après la catastrophe du Tsunami, au moment où les problématiques sur le terrain évoluent et les besoins de reconstruction sur le long terme sont clarifiés, nous avons souhaité partager avec vous la situation actuelle dans les pays affectés.

Une catastrophe humaine, économique, sociale et environnementale

Le séisme et le raz-de-marée du 26 décembre ont principalement frappé l'Indonésie, Sri Lanka, l'Inde, la Thaïlande, la Birmanie et les Maldives¹, tuant près de 300 000 personnes et affectant environ cinq millions d'entre elles. Au-delà de ce chiffre, ce sont des villages entiers – notamment à Aceh en Indonésie - qui ont été engloutis par le tsunami. Les opérations d'urgence ont très vite démarré grâce à l'action des ONG et associations locales, mais il faudra des années pour que les populations affectées se remettent sur pied économiquement, socialement, psychologiquement et écologiquement. Le tsunami aurait créé deux millions de pauvres supplémentaires, dans des régions où l'on en comptait déjà des millions. Les pertes matérielles pour le secteur de la pêche s'élèvent à 520 millions de dollars US. Plus de 110 000 navires ont été endommagés ou détruits et des milliers d'hectares de terres agricoles salinisés.

Une situation dramatique, mobilisant le CCFD dans la phase d'urgence

En Indonésie, à Sri Lanka, en Inde, en Thaïlande et en Birmanie, 35 de nos partenaires locaux ont pris part aux secours au lendemain du 26 décembre, et sollicité notre soutien. Face à l'ampleur des dégâts, le CCFD et ses donateurs se sont mobilisés pour permettre aux populations de faire face à l'urgence : distribution alimentaire et de vêtements, soins médicaux, cérémonies religieuses pour les funérailles des victimes, etc. Très vite, nos partenaires ont identifié des actions indispensables pour le respect de la dignité des communautés affectées : construction de toits temporaires et de sanitaires pour aider les familles et les communautés à se reconstituer, ouverture d'écoles provisoires pour enrayer les abandons scolaires, participation des populations affectées à la réflexion sur les besoins de reconstruction...

La majorité de nos partenaires ont spécifiquement agi en direction des populations les plus vulnérables, souvent délaissées dans les secours : Dalits et groupes tribaux en Inde, travailleurs birmans en Thaïlande, veuves et orphelins, zones tamoules du Sri Lanka, etc. Certains d'entre eux font par ailleurs du lobbying auprès des autorités locales ou nationales pour une répartition plus juste de l'aide et pour influencer sur les programmes publics de réhabilitation et de reconstruction.

Des lendemains difficiles

A l'heure où les ONG « urgentistes » ont terminé leur mission et livrent à elles-mêmes les populations locales épuisées par 6 mois de survie, au moment où ressurgissent les tensions politiques dans certains pays comme à Sri Lanka, il reste beaucoup à faire. Les populations vivent pour la plupart dans une situation de grande

¹ Le Bangladesh, la Malaisie, le Kenya, les Seychelles, la Somalie et la Tanzanie ont également été touchés.

précarité, sans retour à l'emploi, sans domicile définitif, dépendant d'une aide des gouvernementale très aléatoire et des ONG sur place.

La situation est aujourd'hui très différente d'un pays à l'autre :

- En Inde, Indonésie et à Sri Lanka, les distributions d'aide alimentaire sont toujours nécessaires tant que les populations affectées ne retrouveront pas une activité économique. Certaines populations vivent toujours en camps alors que d'autres ont intégré des habitations provisoires dans l'attente de l'attribution de terres par les gouvernements. Par ailleurs, la période actuelle de mousson crée de nouveaux enjeux, tant d'un point de vue médical et sanitaire qu'à propos de la maintenance des habitations ;
- La Thaïlande a déjà entamé la phase de reconstruction dans les zones touristiques ;
- En Birmanie, l'accès à l'information sur les dégâts et besoins demeure extrêmement limité.

Une reconstruction dans la durée

Il faudra du temps pour que les communautés locales retournent à une vie normale. Des solutions durables doivent être trouvées pour :

- Le relogement permanent : quelles terres, où et pour qui ? ces questions dépendent largement de la bonne volonté des gouvernements ;
- L'identification d'activités génératrices de revenus, qui implique de trouver des réponses au cas par cas selon les situations familiales et contextes locaux ;
- La prise en charge des orphelins et personnes isolées à long terme, pour ne pas oublier les « laissés pour compte » du Tsunami.

Le défi majeur consiste à ne pas reconstruire la pauvreté en luttant contre les discriminations et pour le respect de conditions de vie dignes pour chacun. Il s'agit aussi de répondre à cette crise d'une manière qui promeuve le dialogue pour la paix dans les zones de conflit.

Après les visites de terrain, nous pouvons dégager quelques éléments de réflexion pour le travail futur

Appuyer les acteurs locaux

Pendant l'urgence, ce sont les organisations locales qui sont intervenues le plus tôt, au plus près des populations touchées et en parfaite connaissance du terrain et des communautés. Après l'urgence, ce sont elles qui restent dans les zones dévastées pour reconstruire avec les populations et les autorités locales. Les ONG locales ont besoin de soutien pour le faire, d'autant plus qu'elles ont perdu des ressources humaines, matérielles et financières avec le tsunami :

- Beaucoup de leaders, d'employés et de volontaires de la société civile sont morts le 26 décembre. Des bureaux d'organisations ont également été détruits ;
- Les agences des Nations Unies et les ONG internationales ont recruté des membres qualifiés des organisations locales pour des salaires 10 à 20 supérieurs aux salaires locaux.

De plus, l'arrivée d'acteurs internationaux disposant d'importants moyens financiers a contribué à l'inflation des prix du transport et de l'immobilier, ce dont souffrent avant tout les acteurs locaux.

Promouvoir une reconstruction participative

Des fonds très importants ont été collectés pour les victimes du tsunami dans les pays développés comme dans les pays affectés, si bien que certaines organisations et institutions internationales poussent les ONG locales à lancer des projets de réhabilitation et de reconstruction au plus vite. Les acteurs locaux demandent au contraire à ce qu'on leur laisse le temps de préparer leurs programmes avec la participation active des populations concernées, afin d'assurer une meilleure adéquation aux besoins de long terme des communautés. Les populations affectées et les institutions locales doivent absolument être des acteurs de la réhabilitation et de la reconstruction, et non pas seulement des bénéficiaires, pour que les décisions prises correspondent à leurs souhaits et à leurs intérêts.

Coordonner les activités sur le terrain

Le manque de coordination entre les acteurs pendant la phase de l'urgence nuit à l'efficacité de l'aide. Les grandes ONG internationales et les agences de l'ONU se réunissent pour coordonner leurs actions, mais elles doivent renforcer leurs efforts pour y associer les organisations locales.

Agir en direction des populations les plus vulnérables

En Inde, au Sri Lanka et en Thaïlande, les partenaires du CCFD ont privilégié dans leurs actions d'urgence les populations les plus marginalisées, souvent laissées de côté par les gouvernements ou les organisations internationales. Pour la réhabilitation et la reconstruction, ces actions en faveur des plus marginalisés et des personnes qui ont tout perdu, notamment les veuves et les orphelins, demeurent cruciales.

Deux enjeux de la reconstruction : la relance de la pêche et la réinstallation des communautés côtières

Donner le droit aux communautés de choisir leurs lieux de réinstallation

Les programmes gouvernementaux de construction de logements temporaires prévoient de réinstaller les communautés côtières loin de la mer ou des terres où elles travaillaient initialement, sans consultation préalable. Les populations locales sont conscientes de l'importance du rôle écologique des mangroves mais elles veulent pouvoir se réinstaller sur la côte pour pêcher et travailler sur la plage (pour le séchage du poisson, la cueillette d'algues, la réparation des filets) quotidiennement. De même, les paysans ne peuvent pas se réinstaller sur de mauvaises terres pour reprendre l'agriculture et l'élevage. Sur le terrain, certaines populations obtiennent en fait, au cas par cas, le droit de se réinstaller. Dans cette situation, le soutien des organisations locales est crucial pour la défense des droits déplacés face à des gouvernements manquant de clarté et de précision et des autorités locales dépassées par l'ampleur du problème.

Relancer une pêche artisanale et durable

Les partenaires du CCFD appellent à encourager la relance de la pêche artisanale, qui fait vivre un nombre important de gens sur une ressource relativement rare et respecte davantage l'environnement que la pêche industrielle. Il faut donc refuser l'initiative européenne visant au transfert de navires mécanisés vers les pays affectés par le tsunami. Il faut également éviter le don de bateaux mais privilégier la

construction sur place des équipements de pêche détruits pour relancer l'économie locale des zones dévastées.

Le CCFD dans la réhabilitation et la reconstruction

Sur le moyen et le long terme, le CCFD accompagne ses partenaires locaux et les populations traumatisées en leur laissant le temps de penser le type de reconstruction qu'ils souhaitent. Les communautés affectées et les organisations locales doivent en effet être les véritables initiateurs et acteurs de la reconstruction. Il faut également pousser pour plus de coordination, au Nord comme au Sud, entre les différents acteurs internationaux et locaux, et veiller à ce que l'intérêt des plus démunis et des plus marginalisés soit pris en compte.

Lidia Miani
Responsable du Service Asie Pacifique

Avertissement.

Le contexte politique, religieux et social de certaines zones affectées par le tsunami nous a empêchés d'être précis sur les activités de certains de nos partenaires. Cette précaution a été prise afin d'éviter tout risque de mauvaise interprétation des informations, ce qui pourrait générer des tensions et donc nuire à leur sécurité sur le terrain.

Indonésie



Partenaires engagés dans les opérations d'urgence : Cindelas, FPUB, FSPI, JRS, YPR

Partenaires mobilisés pour les opérations de réhabilitation : Cindelas, FPUB, FSPI, JRS

Indonésie

Contexte général et situation du pays

Lourd bilan du raz-de-marée

C'est à Aceh en Indonésie que le tsunami a été le plus destructeur : on dénombre aujourd'hui plus de 242 000 victimes, dont plus de 100 000 disparus, mais le nombre exact de morts ne sera jamais précisément connu, notamment parce que les corps emportés par l'océan ou enterrés dans la boue ne peuvent être comptabilisés. Plus de 100 000 personnes sur les 200 000 habitants de la capitale Banda Aceh sont mortes en quelques minutes, et des parties entières de la ville ont été entièrement rasées. A Meulaboh, ce sont 60 000 personnes qui seraient portées disparues, sur les presque 100 000 qui y vivaient avant le tsunami. L'impact du tsunami sur les familles survivantes est également très préoccupant : un quart de la main d'œuvre acihaise, soit 600 000 hommes et femmes, ont perdu toute source de revenus suite au tsunami. Selon la FAO, 70 % des bateaux de pêche ont été détruits et les 42 000 familles de pêcheurs de la province sont aujourd'hui sans revenu. 92 000 fermes et micro-entreprises agricoles, employant environ 160 000 personnes, ont été partiellement ou totalement détruites par le tsunami, et environ 40 000 hectares de terres agricoles ont été touchés par le tsunami à Aceh.

Lenteur des secours

On dénombre aujourd'hui encore plus de 500 000 personnes déplacées, dont près de la moitié vivent dans des camps d'urgence, 36 % auprès de familles d'accueil et seulement 17 % dans des baraquements temporaires, car ils ne sont pas construits assez rapidement, ou parce que les populations déplacées refusent de s'y installer. Les opérations d'urgence se poursuivent donc dans toutes les zones, et le gouvernement a avoué en mai que la réhabilitation (relogement des familles, reprise d'activités économiques, reprise de l'éducation régulière, etc.) commençait à peine, et que toutes les infrastructures de base (routes, ponts, ports, etc.) restaient encore à construire. La lenteur des opérations sur le terrain s'explique notamment par le maintien jusqu'en avril de l'état d'urgence – qui a fortement limité la liberté de mouvement des humanitaires –, la persistance des tensions militaires et l'absence d'administration civile décimée pendant la catastrophe. Par ailleurs, les fonds prévus pour la reconstruction dans le budget national de 2005 ne pourront pas être débloqués avant septembre pour des raisons administratives, ce qui fait que pour les prochains mois, les actions de réhabilitation dépendront encore entièrement des ONG et du secteur privé.

Enjeux liés à la réhabilitation et la reconstruction

Changement d'attitude du gouvernement indonésien

Les semaines et les trois mois qui ont suivi le tsunami ont vu la plus grande désorganisation des secours. Faute de relais locaux, les services civils de l'Etat indonésien ont été impuissants à imposer un quelconque cadre aux organisations de toute sorte qui sont venues en aide aux survivants. Seule l'armée a maintenue une position ferme vis-à-vis des humanitaires à instaurant des contrôles et des escortes.

Fin mars, le gouvernement a rédigé un guide pour la reconstruction de la province, le *blue print*. Le lourd document (plusieurs dizaines de volumes) fournit des orientations générales sur tous les sujets (infrastructures publiques, religion, éducation, culture, etc.) mais il ne permet pourtant pas de se faire une idée concrète de la manière dont Aceh sera reconstruit, et surtout quel sera le degré d'implication des populations concernées et de la société civile locale. Des ONG acihaises ont d'ores et déjà protesté parce que la population et les différentes organisations locales n'ont pas été suffisamment consultées. Certains ont critiqué le fait que le plan gouvernemental reste évasif sur les problèmes sociaux de la reconstruction, comme la relance de l'emploi ou l'éventuelle mise en place d'une forme de sécurité sociale pour des populations qui sont totalement dépendantes de l'aide publique ou des ONG et agences des Nations Unies. D'autre part, le plan gouvernemental n'aborde pas directement la question du rétablissement de la paix à Aceh, sans lequel une reconstruction durable sera difficile.

Le gouvernement indonésien semble décidé à reprendre le contrôle des opérations de secours à Aceh, une province fermée à l'extérieur et tenue par l'armée indonésienne jusqu'au tsunami. Les autorités centrales ont annoncé le 8 mai la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis mai 2004, afin de faciliter le travail des acteurs de la réhabilitation et de la reconstruction sur le terrain, ce qui est un signe de bonne volonté vis-à-vis de la communauté internationale.

Du côté des ONG, des membres du Groupe de Travail d'Aceh (Acehnese Working Group, AWG), une coalition qui regroupe des groupes locaux impliqués dans le travail de réhabilitation, ont accueilli positivement cette annonce mais restent méfiants quant à sa mise en œuvre concrète : aucun changement concret, notamment en termes de présence militaire, n'a en effet été constaté à ce jour sur le terrain.

Au début du mois de mai, le gouvernement indonésien a créé une agence de coordination de la réhabilitation et la reconstruction à Aceh : le Bureau pour la Réhabilitation et la Reconstruction d'Aceh et Nias (BRR), qui est mandaté pour quatre ans afin de conduire les opérations de réhabilitation du gouvernement. Son directeur, Kuntoro Mangkusubroto, a adopté une attitude très volontariste pour rassurer les donateurs sur la traçabilité de l'aide en Indonésie. Il espère pouvoir superviser la reconstruction d'Aceh en faisant de son agence un point de passage obligé pour toutes les organisations actives sur le terrain. Environ 180 ONG devraient prochainement être enregistrées auprès du BRR pour faire connaître leurs activités.

Poursuite des tensions politiques à Aceh

La quatrième session de négociations entre les leaders exilés du GAM (Gerakan Aceh Merdeka, Mouvement pour un Aceh Libre) et les négociateurs gouvernementaux s'est achevée le 31 mai sans aboutir à un accord de paix. Ce conflit, qui dure depuis près de 30 ans, a fait plus de 12 000 morts et a entraîné la marginalisation économique et politique de toute la région Nord de l'île de Sumatra. Pourtant, les facilitateurs finlandais et le vice-président indonésien ont affirmé que des progrès significatifs avaient été faits. Peu avant l'ouverture des négociations, le GAM avait renoncé à ses exigences d'indépendance et le gouvernement avait levé l'état d'urgence. Mais finalement, les négociateurs gouvernementaux ont rejeté la demande du GAM de pouvoir se constituer en parti politique régional et se présenter dans des élections législatives et exécutives locales qui se tiendraient d'ici la fin de l'année 2005.

Tous les acteurs ne semblent pas aussi optimistes que les facilitateurs sur l'issue finale des négociations :

- l'armée indonésienne a réaffirmé son opposition aux négociations en cours et déclaré qu'elle ne cesserait pas les opérations contre les rebelles tant qu'ils ne déposeraient pas les armes ;
- le GAM a tenu à préciser qu'un accord de paix ne pourrait jamais être conclu si l'armée maintenait cette position ;
- le président de l'assemblée parlementaire indonésienne a fait part de son impatience et mis en garde contre le possible recours à la manière forte si les pourparlers n'aboutissaient pas rapidement.

Il est donc à l'heure actuelle impossible d'anticiper les résultats de la prochaine session de négociations prévue en août 2005. Sur le terrain, les tensions entre l'armée et le GAM continuent à ralentir le déroulement des opérations de secours et de réhabilitation, en obligeant les ONG à se soumettre à de multiples contrôles et à accepter une limitation de leurs déplacements.

Une société civile restreinte mais cruciale pour l'avenir de la démocratie à Aceh

Un certain nombre d'organisations locales sont présentes à Aceh, et notamment des associations de jeunes, acihais et autres indonésiens. Elles ont accompli un grand travail dès après le tsunami, en étant les premières présentes pour ramasser les corps, assister les survivants, distribuer de l'aide alimentaire grâce à un mouvement de solidarité de la population indonésienne, etc.

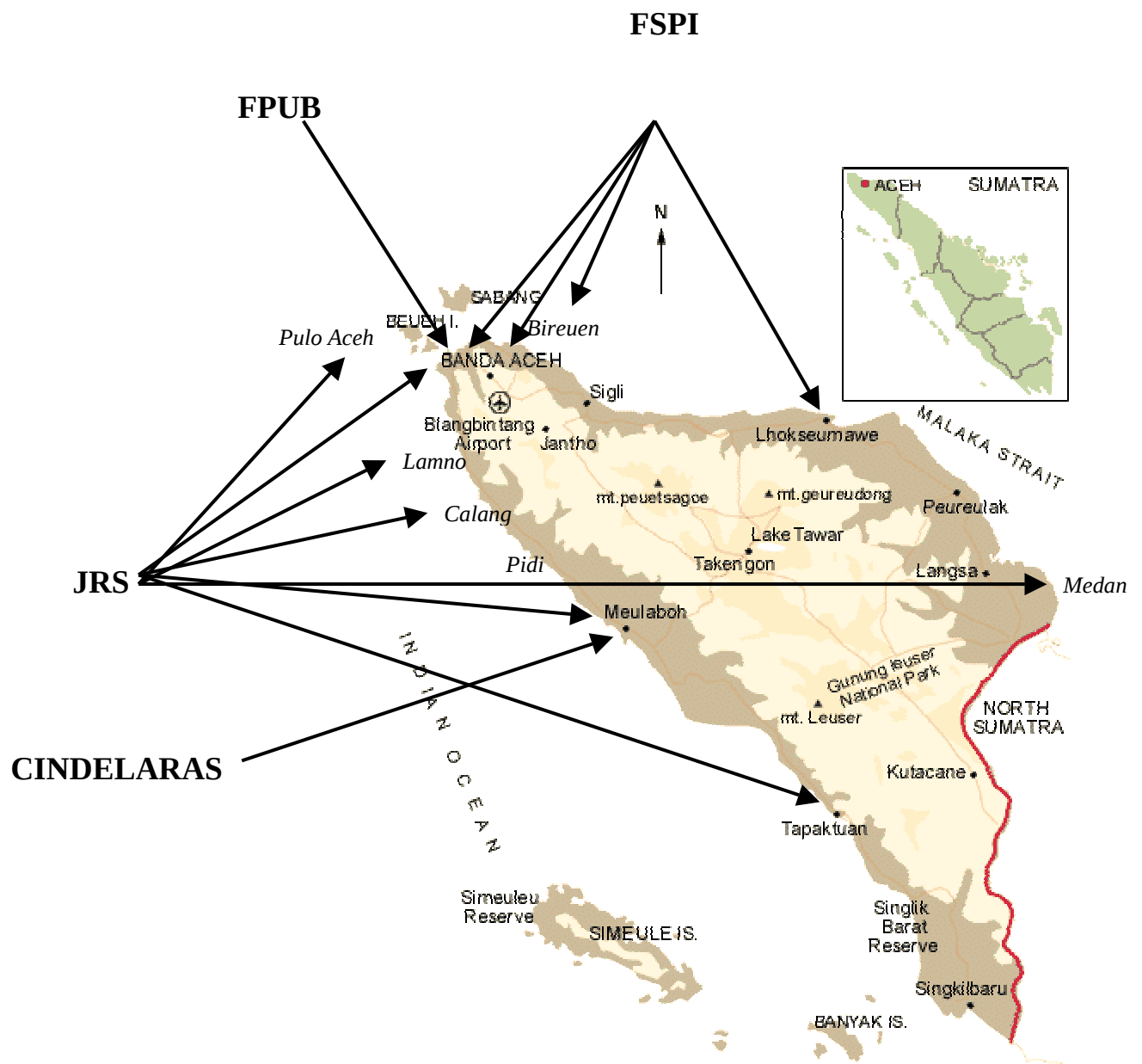
Les tensions générées sur le terrain par la présence étrangère à Aceh ont amené les pouvoirs publics français à recommander aux ONG hexagonales de construire des partenariats avec des acteurs locaux afin que leurs actions paraissent plus légitimes et pérennes aux yeux de la population locale. Si les organisations internationales ont les moyens financiers et matériels de prendre en charge la reconstruction des infrastructures physiques à Aceh, les ONG locales connaissent bien quant à elles la réalité géographique, culturelle, linguistique et religieuse de cette province, et savent comment travailler avec les populations affectées. Il est important de noter que même les organisations indonésiennes n'interviennent à Aceh qu'à travers des associations acihaises, tant le contexte de la province est spécifique et instable.

Incertitudes sur la réinstallation des populations affectées

Le gouvernement avait annoncé qu'il comptait maintenir une zone de 500 m de littoral inhabité afin d'y replanter de la mangrove, qui joue un grand rôle de préservation de la faune et de la flore, et protège contre les tsunamis. Mais beaucoup d'Acihais restent méfiants sur les intentions réelles du gouvernement, et ne croient pas que Jakarta veuille créer une « zone verte », mais plutôt vider les côtes de ses habitants pour les consacrer à des activités industrielles - notamment l'élevage intensif de crevettes - plus rentables que l'agriculture ou la pêche artisanale.

Toutefois, le directeur du Bureau pour la Réhabilitation et la Reconstruction d'Aceh et Nias (BRR) a constaté que les populations refusent bien souvent d'être relogées dans des baraquements temporaires de type militaire et préfèrent retourner sur les sites de leurs villages, quitte à devoir encore dormir dans des abris de fortune. Le directeur du BRR a annoncé de ce fait que les autorités ne s'opposeraient pas finalement à la réinstallation des communautés sur la côte, mais les organisations locales restent vigilantes pour soutenir les décisions des communautés et les aider à reconstruire des logements sur les sites qu'ils ont choisis. Les baraquements temporaires risquent en effet d'être utilisés pendant plusieurs années, alors qu'ils ne sont pas adaptés – en termes de conditions sanitaires et de promiscuité – à la reconstruction des liens familiaux et sociaux de communautés déjà très affectées par le tsunami.

Activités des partenaires à Aceh



Source : <http://baliwww.com/aceh/map.htm>

Cindelaras

Cindelaras, partenaire du CCFD depuis 2000, vient en aide aux populations marginalisées d'Indonésie, notamment aux petits paysans de la région de Yodjakarta sur l'île de Java. Après le tsunami, Cindelaras a dépêché une équipe para-médicale le 28 décembre, puis 4 équipes de volontaires d'environ 15 personnes sont allées aider 16 communautés déplacées, regroupant environ 4 000 personnes au total dans la région de Meulaboh. Les deux premières équipes ont récupéré les corps des victimes et fourni une assistance médicale d'urgence, alors que la troisième et la quatrième se sont concentrées sur les soins médicaux dans les camps de secours et les baraquements temporaires.

Cindelarar a amorcé un travail de réhabilitation de familles de pêcheurs et de paysans dans 4 villages situés autour de Meulaboh : Leung Mane (environ 500 personnes), Kuala Tadu (220 personnes), Kuala Tripa (600 personnes) et Kuala Tuha (240 personnes). Pour travailler avec la population acihaise, Cindelarar a consulté les leaders communautaires pour préparer avec eux le projet de réhabilitation, et s'appuie sur Ate Kaleng et Yapidi, des organisations acihaises membres de COSA, une coalition d'ONG pour les opérations post-tsunami, coordonnée par Cindelarar.

Le projet de Cindelarar couvre plusieurs aspects de la réhabilitation de ces communautés :

- Médical : établissement d'un centre médical pour desservir les quatre villages, et circulation d'une clinique ambulante pour aller soigner les déplacés vivant dans une dizaine d'autres villages ;
- Logement : reconstruction de 240 maisons à Leung Mane, Kuala Tadu et Kuala Tripa ; un travail conjoint d'un architecte javanais et des Acihais a permis de concevoir un modèle de maisons déplaçables (pour répondre aux incertitudes relatives aux sites de réinstallation des communautés) et construites avec des matériaux locaux, respectant les normes sanitaires de base mais aussi les spécificités acihaises (orientation des toilettes dans une autre direction que La Mecque, emplacement d'un point d'eau pour les ablutions, etc) ;
- Eau et assainissement : construction de sanitaires et de châteaux d'eau pour les 4 villages concernés ;
- Relance des activités économiques (agriculture biologique et pêche artisanale) : construction de 13.5 km de canaux d'irrigation, édification de barrières de protection des cultures contre les cochons sauvages, aménagement de 2.5 km de voies de circulation entre les champs, et apport d'équipements agricoles et semences traditionnelles (graines de pastèques et plants de riz) ; pour la pêche, 10 bateaux à moteur seront construits à Kuala Tripa et équipés de filets.

Forum inter-religieux de YogJakarta (FPUB)

FPUB et le Comité Humanitaire de Yogyakarta (Komite Kemanusiaan Yogyakarta, KKY) ont réagi au tsunami en envoyant sur place deux équipes d'urgence respectivement composées de 20 et 10 personnes. Leurs actions se sont concentrées sur Banda Aceh et les îles We et Nias. FPUB a également organisé à Yogyakarta des moments de réflexion et de commémoration pour Aceh, dans l'esprit des actions en faveur du dialogue et de la paix que l'organisation mène habituellement à Java. FPUB a établi un réseau de travail appelé Aceh Sehati, avec l'Institut d'Etude de l'Islam (LKIS), Syarikat et Islamic Boarding School Forum, qui sont des partenaires de longue date de FPUB.

Dans le cadre de la réhabilitation et de la reconstruction, FPUB veut soutenir les initiatives qui promeuvent un islam tolérant face à l'arrivée à Aceh de groupes islamistes fondamentalistes en provenance de Java. Ces groupes ont participé activement aux opérations d'urgence et avivent les tensions religieuses en tenant des discours anti-occidentaux. FPUB envisage donc de soutenir les activités de plusieurs directeurs de dayahs, des écoles coraniques qui sont au cœur des pratiques culturelles et religieuses acihaises. La majorité des dayahs défendent un islam tolérant vis-à-vis des autres religions, à l'image du mouvement musulman indonésien Nahdlatul Ulama auxquelles elles sont affiliées. Les 500 dayahs d'Aceh regroupaient environ 75 000 personnes avant le tsunami.

FPUB va proposer à environ 5 000 enfants vivant dans les camps de déplacés de les installer en pension dans 35 dayahs, où ils peuvent suivre un enseignement académique reconnu, bénéficier de bonnes conditions de vie et pratiquer leur religion dans un esprit d'ouverture. Aceh Sehati et FPUB vont également profiter de l'action des dayahs pour promouvoir le dialogue et la paix à Aceh à travers des réunions entre les familles déplacées, les leaders communautaires et l'administration locale, et en militant pour la paix à travers des publications d'articles dans les médias.

FSPI et KSKBA

FSPI est une fédération nationale de 14 mouvements de paysans et de pêcheurs qui regroupe environ 700 000 membres. Un de ses membres, Permata, qui regroupe 60 mouvements de paysans et pêcheurs à Aceh, a perdu plus de 100 militants, une dizaine de leaders et ses bureaux dans la catastrophe du 26 décembre. Avec l'aide de FSPI, Permata assure la coordination de la Coalition de Solidarité avec les Victimes du Tsunami à Aceh et Nord Sumatra (Koalisi Solidaritas Korban Bencana Alam Aceh dan Sumatera Utara, KSKBA), une des quatre grandes coordinations d'urgence présentes à Aceh, qui regroupait 22 ONG indonésiennes pendant les opérations d'urgence. FSPI intervient avec plusieurs centaines de volontaires indonésiens sur une large zone s'étendant de l'Est de Banda Aceh à Meulaboh sur la côte Ouest.

FSPI continue à distribuer de l'aide alimentaire dans les familles accueillant des rescapés du tsunami, car celles-ci ne bénéficient pas de l'aide gouvernementale ou des ONG internationales, concentrées sur les camps d'urgence et les baraquements temporaires. La nourriture est achetée auprès des paysans locaux et sur les marchés de la province. En théorie, cette phase devrait s'achever à la fin du mois de juin.

Pour la reconstruction, FSPI continue à travailler au sein de la coalition KSKBA, avec Permata et deux ONG de développement rural acihaises, YBA et Sintesa. Leur projet commun prévoit la remise en état complète de 4 villages de pêcheurs et 4 villages de paysans dans les districts d'Aceh Besar, North Aceh, Bireuen et Pidie. Il comprend la construction de bateaux de pêche, d'écoles, de bâtiments communautaires et de logements, mais également la remise en état et en culture de terres salinisées et la création de coopératives de transformation et de commercialisation. Des mini-usines de fabrication d'huile de palme et de glace doivent également être construites.

Un aspect important du travail de FSPI est d'appuyer l'organisation communautaire et politique des pêcheurs et des paysans en soutenant le développement de Permata, mouvement des paysans d'Aceh, et Permana, mouvement des pêcheurs d'Aceh. En se renforçant à la base comme au niveau de la province, ces organisations pourront défendre les droits économiques et sociaux de leurs membres et des populations dans le cadre de la reconstruction d'Aceh.

Jesuit Refugee Service (JRS)



Février 2005 : un médecin de l'équipe JRS examine les personnes déplacées vivant dans le camp de Lamrabu, à trente minutes de Banda Aceh.

Avant le tsunami, JRS travaillait à Aceh avec les personnes déplacées par le conflit entre le GAM et l'armée. L'organisation a donc l'expérience du contexte religieux et politique de la province, si bien qu'elle sait adopter pour elle-même un comportement qui n'avive pas de tensions avec les musulmans. Ainsi, de nombreux musulmans travaillent au sein de son équipe. Aujourd'hui, JRS est présent à Banda Aceh et Meulaboh, mais également dans des villages le long de la côte affectée.

Juste après le 26 décembre, JRS a évacué les rescapés de l'île de Pulo Aceh, au Nord de Banda Aceh, alors que les militaires n'avaient pas encore atteint cette zone. JRS travaille désormais avec les 800 personnes (350 familles) qui vivaient dans les trois villages de Pulo Aceh, et qui sont actuellement réfugiées dans deux camps près de Banda Aceh. JRS les aide à se réinstaller progressivement sur Pulo Aceh et à reconstruire des logements, écoles et cliniques.

A Lamno (côte Ouest d'Aceh) et Langsa (côte Est), JRS travaille aussi avec des écoles coraniques (dayahs), qui représentent une institution socioculturelle centrale à Aceh. Elles sont reconnues pour leur neutralité dans le conflit qui oppose le GAM à l'armée, ce qui est primordial pour permettre aux enfants d'être scolarisés dans des conditions sereines. A Lamno, JRS, avec le soutien du Chef de District, est en train de construire 100 maisons pour loger les 800 étudiants de l'école coranique locale, Dayah Budi. Une dizaine de maisons avaient d'ores et déjà été construites à la date du 2 mai. A Langsa, JRS est en train de construire une bibliothèque, et travaille à

mettre en place un système d'activités parascolaires pour les enfants affectés : 33 enfants se réunissent trois fois par semaine pour jouer, écrire et faire de la musique. Dans cette zone, JRS travaille avec le Réseau de Volontaires de l'Humanitaire (Jaringan Relawan Kemanusiaan, JRK), dont le siège est à Medan (Sumatra Nord). JRS va également fournir 350 manuels scolaires à des lycéens des écoles de Bustanul Fakri et Bustanul Ulum, près de Langsa.

A Meulaboh, JRS, avec l'aide de son partenaire local HMI (Himpunan Mahasiswa Islam, Association des étudiants musulmans), a distribué 15 000 kits d'éducation pour les écoliers de primaire et secondaire, ainsi que du matériel pour 77 enseignants. Par ailleurs, JRS aide à recruter des professeurs locaux, car on estime que le tsunami a tué 1 700 enseignants. Au mois d'avril, JRS a recueilli 780 candidatures, mais il faut les trier, car beaucoup de gens sont désespérés et prêts à mentir sur leurs CV pour trouver un emploi. JRS a l'intention, avec HMI, de recruter 150 enseignants et de fournir des bourses d'études à 200 étudiants de Meulaboh.

Quelques initiatives intéressantes de partenaires du CCFD en Indonésie

Construction participative de maisons avec Cindelaras

Dès le mois de mars, dans deux villages près de Meulaboh, Cindelaras/Sheep a emmené un architecte et deux menuisiers de Java et consulté des architectes locaux pour élaborer un modèle de logement en matériau local, qui respecte les traditions religieuses locales (non alignement des toilettes avec La Mecque, emplacement du point d'eau pour les ablutions, etc.), tout en améliorant l'hygiène générale de la maison.

Un groupe de 7 maisons est bâti ensemble par une équipe de 7 familles, qui s'installeront ensuite chacune dans l'une des 7 maisons. Ce travail collectif, mode de travail normal à Aceh, permet de renforcer les liens sociaux de familles ayant tout perdu dans la catastrophe.

Activités génératrices de revenus dans un contexte d'urgence

Avant même d'entamer véritablement la phase de réhabilitation, JRS, Cindelaras et FSPI ont proposé des activités génératrices de revenus pour les populations des camps et des baraquements temporaires, afin de dépasser le traumatisme du tsunami en se concentrant sur des activités positives. Dans le cas de JRS, l'organisation identifie les femmes qui savent coudre dans le but de monter des coopératives pour préparer les nouveaux uniformes d'école des enfants au lieu de les acheter. Cette activité permet à ces femmes de gagner un petit revenu et les forme à un métier qu'elles pourront développer plus tard.

Collaboration avec les dayahs, écoles coraniques acihaises, pour promouvoir la paix sociale

Plusieurs de nos partenaires ont décidé de travailler avec les dayahs dans le cadre de la réhabilitation. En effet, ces écoles coraniques, considérées comme des institutions centrales de la société acihaise, ont accueilli de nombreuses familles déplacées par le tsunami. Ainsi, Cindelaras prévoit de mettre en place un système de clinique ambulante auprès des dayahs de dix villages des alentours de Meulaboh.

La majorité des dayahs promeuvent un islam pieux et ouvert, qui correspond à la pratique religieuse des Acihais. Le partenaire FPUB a d'ailleurs estimé que les dayahs pouvaient être au cœur du processus de reconstruction religieuse, culturelle et sociale des communautés affectées par le tsunami, notamment en offrant un cadre de vie stable et serein aux enfants des camps d'urgence.

Synthèse des recommandations des partenaires pour la reconstruction

Acheter l'aide alimentaire, encore nécessaire, auprès des paysans locaux et sur les marchés d'Aceh ou de Sumatra

Ne pas encourager la pêche industrielle, mais au contraire soutenir la construction de bateaux par les Acihais pour la pêche artisanale

Respecter le droit des déplacés à choisir de revenir s'installer sur leurs lieux d'habitation initiaux s'ils le souhaitent

Préserver les droits collectifs des pêcheurs à vivre et travailler sur la côte comme ils le faisaient avant le tsunami

Appuyer les ONG acihaises, qui connaissent le terrain et les communautés, c'est-à-dire les associer, financer leurs activités et les renforcer

Permettre la participation active des leaders communautaires et des populations locales à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de reconstruction

Laisser les ONG acihaises travailler avec les populations pour apporter

Permettre aux organisations locales de poursuivre le soutien aux populations locales dans un contexte d'apaisement politique. Les populations apprécient la capacité des ONG à intervenir rapidement et au plus près de leurs besoins immédiats depuis le tsunami

Inde



Partenaires mobilisés pour l'urgence (plaidoyer et activités sur le terrain) : DLRF, RDS, DHRC, Janodayam, IRDS, SASY, PLC, ASA, AREDS, WFFP, Apostolat de la mer, SWATE, People's Watch, Social Watch, HRFDL, NCDHR, Social Watch, PLM, NESA, FEDINA, AHRC

Partenaires mobilisés pour les opérations de réhabilitation : HRFDL, RDS, IRDS, SASY, ASA, AREDS, DHRC, PAM

Inde

Contexte général et situation du pays

On dénombre aujourd'hui 10 749 morts dans l'Union indienne, dont environ 80% dans l'Etat du Tamil Nadu, 5640 disparus, notamment dans les îles Andaman et Nicobar, la zone la plus affectée par le tsunami.

Au Tamil Nadu, 900 villages de pêcheurs répartis sur 2000 km de côtes ont été touchés, ainsi que les paysans et travailleurs agricoles qui ont vu leurs terres envahies par les flots. Plus de 120 000 maisons ont été endommagées ou détruites. La phase d'urgence est terminée pour la grande majorité des victimes (celles qui n'ont pas encore été prises en charge sont les populations les plus exclues, Dalits et groupes tribaux), et les 500 000 personnes qui s'étaient réfugiées dans des camps provisoires (écoles, hôpitaux...) se sont installées dans des logements temporaires bâtis par les autorités ou les ONG locales et internationales.

Pour l'Union indienne comme pour l'Etat du Tamil Nadu, le tsunami n'a pas eu un impact démographique ou économique lourd, même si les dégâts occasionnés dépasseraient 2 milliards de dollars US. L'Union indienne a refusé toute aide publique extérieure pour les opérations d'urgence et rejeté l'offre de moratoire sur sa dette extérieure, afin d'affirmer sa place de leader politique et économique régional. Peu d'ONG humanitaires internationales sont intervenues dans le pays. En revanche, le gouvernement central a accepté la possibilité d'être assisté dans les phases de réhabilitation et de reconstruction. La société civile du Tamil Nadu, qui s'est fortement mobilisée pour mener les opérations de secours, reste active pour jouer un rôle dans la phase de réhabilitation et de reconstruction des communautés affectées. Il reste en effet beaucoup à faire pour que les populations retrouvent un logement définitif, une activité économique génératrice de revenus et surmontent le choc psychologique.

Enjeux affectant la mise en place de l'aide

Discrimination dans les opérations d'urgence et de réhabilitation

Les populations marginalisées (Dalits², groupes tribaux, travailleurs agricoles journaliers) n'ont pas bénéficié des opérations de secours au même titre que les communautés de pêcheurs, alors qu'elles ont été elles aussi affectées, soit directement, soit indirectement : dans les zones côtières, les Dalits et les populations tribales travaillent pour les pêcheurs (débarquement des bateaux, réparation des filets, etc.) ou comme travailleurs agricoles journaliers sur les terres qui ont été salinisées par le raz-de-marée. Ces populations traditionnellement discriminées se sont donc elles aussi retrouvées sans logement, sans emploi ni nourriture au lendemain de la catastrophe. Pourtant, elles ne sont pas restées dans les camps de réfugiés, chassées par les pêcheurs (populations de caste) ou craignant leurs

² Les Dalits représentent environ 20% de la population du Tamil Nadu.

représailles. Non enregistrées dans les camps par les autorités locales, elles ont été tenues à l'écart des opérations d'urgence menées par le gouvernement ou par la plupart des ONG.

Le lobbying des mouvements de défense des Dalits au niveau local, national et international a finalement conduit les autorités locales, complices ou responsables des discriminations en faveur des pêcheurs, à abandonner en partie la discrimination de caste dans le cadre des opérations de réhabilitation. Toutefois, les communautés de pêcheurs ont bénéficié en premier des programmes de relogement et de déblaiement des zones dévastées. Les communautés de non-pêcheurs réclament encore que les préjudices subis par ceux qui vivent de la terre et de la mer sans pêcher soient compensés à hauteur des sommes d'argent reçues par les pêcheurs, car elles aussi ont perdu leur moyen de subsistance.

Manque de coordination des opérateurs post-tsunami

Même si les opérations de secours ont été menées de manière relativement efficace par rapport au Sri Lanka ou à Aceh, les différents acteurs impliqués n'ont pas suffisamment coordonné leurs interventions. Les activités des autorités et des militaires n'ont notamment pas été accordées à celles déployées par les nombreuses ONG indiennes, certaines d'entre elles n'ayant jamais été présentes dans les communautés affectées auparavant. De plus, les rivalités entre les différents niveaux de l'administration indienne ont empêché une réelle concertation des autorités pour la mise en place des mesures d'aide d'urgence.

Inquiétudes vis-à-vis des programmes de réhabilitation et de reconstruction du gouvernement du Tamil Nadu

Il existe actuellement en Inde un débat concernant l'annonce par le gouvernement de la loi sur la zone de restriction côtière (Coastal Restriction Zone), qui interdit toute réinstallation de populations dans une bande de 500 mètres de large le long de la côte. Si cette loi est réellement appliquée, elle risque en réalité de céder le littoral aux industries du tourisme et de l'élevage intensif de crevette tout en condamnant les familles de pêcheurs à se replier à l'intérieur des terres, rendant leur activité difficile.

Le programme de relogement du gouvernement du Tamil Nadu, bien que plus concret que ceux de la majorité des autres pays affectés, n'associe pas les communautés concernées au choix du site ni à celui du type de logement temporaire qui va les accueillir. Les populations et les organisations qui les soutiennent exigent que les maisons correspondent à leurs logements traditionnels et qu'elles soient placées à des endroits qui leur permettent de reprendre leurs activités professionnelles. Quant aux délais annoncés par les autorités pour l'identification des terres et la reconstruction, le plus grand flou demeure.

Absence de participation des communautés affectées et des élus locaux à l'élaboration des programmes d'urgence, de réhabilitation et de reconstruction

Jusqu'à présent, les populations affectées et les autorités locales (élus des *panchayats* – comité communal au niveau des villages) n'ont en général que très peu été associées aux opérations de secours et de réhabilitation menées par les ONG ou les autorités étatiques. Les programmes gouvernementaux de réhabilitation et de

reconstruction ne semblent pas non plus tenir compte des intérêts des bénéficiaires. Il n'existe pas à l'heure actuelle de mécanisme fixe de préparation des programmes de reconstruction réunissant les ONG, l'administration de l'Etat, les communautés intéressées et les *panchayats*.

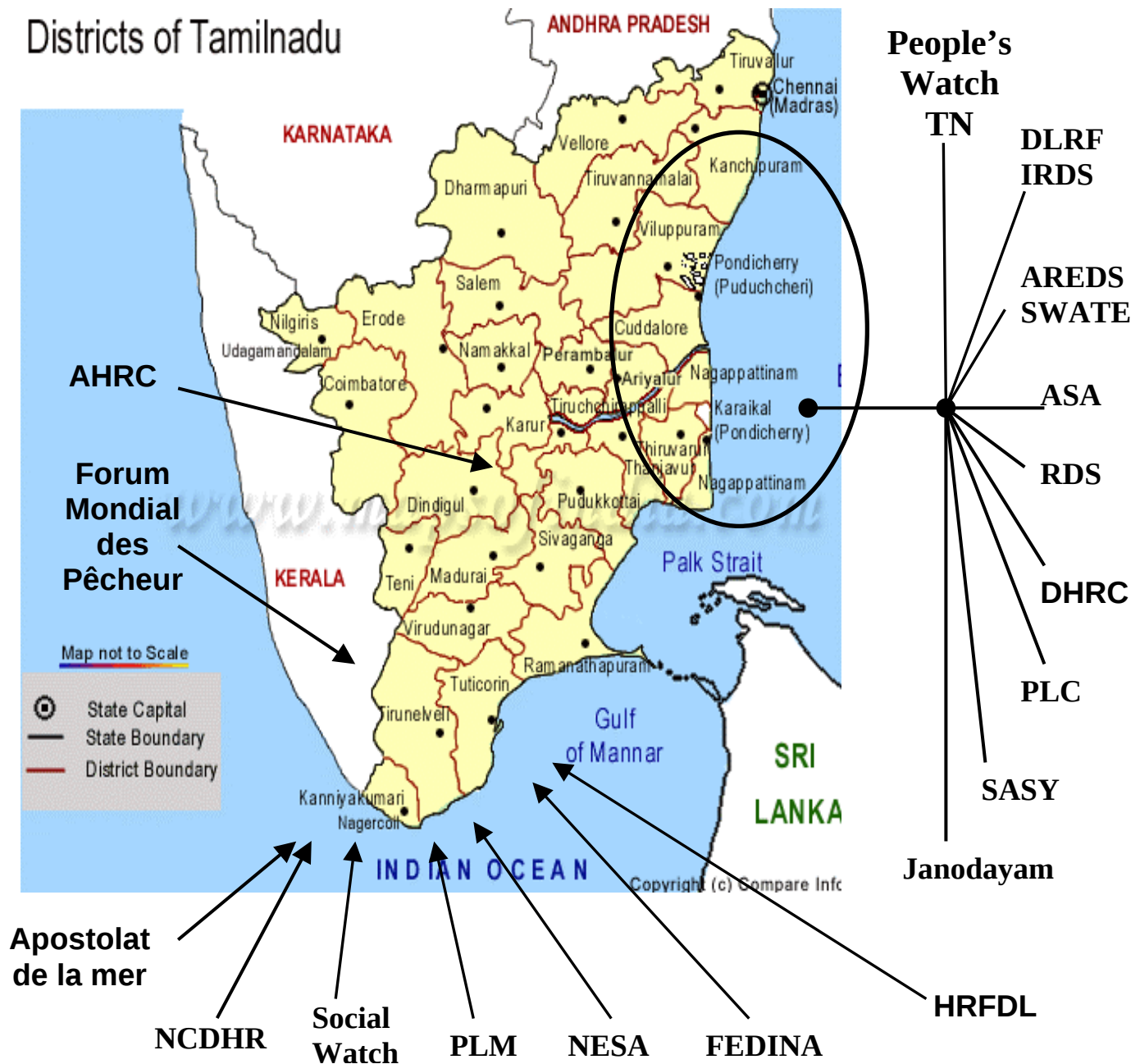
Efforts importants à réaliser pour relancer les activités économiques des populations affectées

Les rescapés de la pêche ayant perdu tout moyen de subsistance, il est indispensable qu'elles se voient proposer des formations et sources de revenus. A l'heure actuelle, ils ne sont qu'une minorité à avoir retrouvé une activité stable leur permettant de reconstruire leur vie. L'Etat n'a pas annoncé de mesures particulières pour répondre à ces besoins, risquant de maintenir dans la précarité un nombre important de victimes.



© Daniel Hérard : Tamil Nadu, mars 2005

Activités des partenaires au Tamil Nadu



Les 25 partenaires du CCFD qui se sont impliqués dans les opérations d'urgence au Tamil Nadu ont joint la coordination d'ONG Tsunami Relief and Rehabilitation Coordination for Tamil Nadu and Pondicherry (TRRC), coordonnée par People's Watch, partenaire du CCFD. TRRC a coordonné les activités des ONG sur le terrain et constitue aujourd'hui un espace de réflexion et d'élaboration de projets pour la réhabilitation et la reconstruction, en lien à la fois avec les populations affectées et avec les autorités locales de l'Etat du Tamil Nadu.

La plupart des ONG partenaires du CCFD ont travaillé spécifiquement avec les communautés Dalits où elles intervenaient d'habitude. National Campaign on Dalit Human Rights (NCDHR) et Social Watch ont, quant à elles, concentré leur travail sur le lobbying au niveau étatique et fédéral pour une juste répartition de l'aide, notamment pour les Dalits et les groupes tribaux affectés.

Association of Rural Education and Development Service (AREDS)

AREDS, qui travaille au Tamil Nadu depuis 1980, a envoyé des équipes de secours dans les districts de Nagapattinam, Tiruvarur et Kanyakumari pour apporter nourriture et produits de première nécessité aux rescapés du tsunami. Le programme de réhabilitation et de reconstruction touche 2 000 familles dans les trois districts côtiers du Tamil Nadu. L'ONG prend en charge la scolarisation de 8 000 enfants et former 500 jeunes filles et garçons pour leur fournir un métier. Un suivi médical et psychologique est réalisé tous les mois par des médecins. Les personnes affectées vont reconstruire des logements permanents sur des terrains dont ils auront acquis la propriété. Les communautés seront sensibilisées aux assurances, afin de pouvoir se prémunir de tout autre événement majeur dans le futur. 500 bateaux de pêche sont également fournis aux familles pour relancer les activités économiques.

Association of Social Activists (ASA)

Au lendemain du raz-de-marée du 26 décembre, ASA a déployé des mesures d'urgence (vêtements, matériels de cuisine, nourriture, etc.) dans 46 villages de des districts de Nagapattinam et Cuddalore. Ses équipes de secours ont distribué des kits d'urgence pendant les premières semaines et ont commencé la réhabilitation en créant un réseau de surveillance des activités de réhabilitation dans 75 villages affectés. ASA continue les distributions de produits de première nécessité et construit des abris temporaires, en donnant priorité aux villages les moins accessibles pour les secours. L'association va par ailleurs soutenir financièrement la scolarisation des enfants et acheter des bateaux et des filets pour relancer la pêche. Pour financer la réhabilitation, 15 groupes de femmes pourront accorder des micro-crédits à environ 1000 femmes. Il est également prévu de sensibiliser les communautés aux assurances et de les soutenir pour faire valoir leurs droits auprès des autorités locales et gouvernementales.

Dalit Land Right Federation (DLRF)

DLRF est une fédération de 16 ONG et mouvements Dalits des districts du Nord du Tamil Nadu et de Pondichéry, née en 2001 dans le but spécifique de travailler sur les problèmes d'accès à la terre des Dalits, qui vivent de travail agricole journalier et ne peuvent accéder à la propriété. DLRF est intervenue dans 16 villages affectés, puis a élargi son action à 48 villages de 4 districts côtiers pour distribuer kits scolaires, kits d'urgence, matériel de jeu, chaises roulantes, etc., mais également pour déblayer les villages et construire des abris et des camps médicaux. La réparation des bateaux de pêche et des filets a également commencé. DLRF fait du lobby auprès du gouvernement pour qu'il mette en œuvre son « programme de garantie d'emploi » ainsi que des compensations pour les pertes de revenus. Dans le cadre de la reconstruction des 48 villages affectés, DLRF favorise la relance des activités de pêche, d'agriculture et de vente de poisson, en utilisant les méthodes « argent contre travail » (cash for work) pour nettoyer les terres, réparer les filets et les bateaux, etc. DLRF va également apporter un soutien financier à la reconstruction des habitations sur la côte. La fédération anime également des activités avec les enfants des communautés et va soutenir leur scolarisation et les activités péri-scolaires.

Human Rights Federation for Dalit Liberation (HRFDL)

HRFDL a apporté un secours aux communautés marginalisées, qu'elles soient Dalits ou Adivasis, dans 35 villages de 5 districts du Tamil Nadu, en distribuant nourriture, matériel scolaire, vêtements, eau potable, etc. Elle a également organisé des camps médicaux mobiles dans les zones affectées. Dans une perspective de réhabilitation, HRFDL appuie les communautés Dalits et Adivasis pour faire valoir leur opinion auprès des autorités, en créant des comités de surveillance, en organisant des ateliers pour aider les populations à négocier avec le gouvernement, mais aussi en soutenant des campagnes contre le déplacement des familles Dalits et la protection des enfants contre les trafics. Un soutien psychologique pour 30 000 femmes et enfants est également assuré, ainsi que des actions d'animation et d'échanges avec les jeunes.

Integrated Rural Development Service (IRDS)

IRDS est très actif à Kancheepuram, Pondichéry et Cuddalore où l'association a dû continuer la distribution alimentaire, les populations n'ayant pas accès à des ressources. Des camps d'été (4 234 participants) ont été organisés avec les enfants pour les aider à développer la confiance en soi, la connaissance de leurs droits et l'importance de l'éducation. Une aide particulière a été apportée aux plus pauvres et aux personnes handicapées. Enfin, les femmes commencent à se constituer en groupements afin de développer collectivement des activités. Les actions de lobbying sont très actives : grève de la faim, manifestations pour obtenir les aides gouvernementales qui peinent à être délivrées aux populations affectées.

Rural Development Society (RDS)

RDS est intervenu dans 8 villages du district de Kancheepuram, un des plus affectés par le tsunami. L'ONG y a distribué des kits d'urgence, nettoyé les zones dévastées, fournit un soutien psychologique aux personnes affectées et assuré le suivi des programmes d'urgence et de réhabilitation mis en oeuvre par le gouvernement. RDS a ensuite entamé une phase de réhabilitation : programmes « food for work », ouverture de centres de soin pour 1 120 enfants, réparation de 200 habitations, enquête sur l'eau potable dans les villages concernés, distribution de matériel scolaire et animation de camps d'été pour 45 enfants, séances de réflexion sur les développements futurs avec la participation des communautés...

Quelques initiatives intéressantes de partenaires du CCFD au Tamil Nadu

Participation des bénéficiaires à l'effort de reconstruction

L'utilisation de méthodes de travail rémunéré (*cash for work*) avec les personnes affectées, notamment par DLRF, permet de générer des revenus pour les victimes tout en poursuivant les travaux de déblaiement des côtes et des terres. Dans les trois districts où il intervient, AREDS fait participer les communautés affectées à la reconstruction de logements permanents, en donnant les montants d'aide sous forme de chèques à l'achèvement de la maison. Dans le projet d'ASA, les personnes sont payées en nourriture (*food for work*) afin d'éviter l'apparition de toute logique

d'assistanat financier. La reprise d'activités économiques, particulièrement de manière collective, est en effet une condition *sine qua non* de l'indépendance financière des communautés et de la reconstruction des tissus sociaux gravement affectés par les pertes humaines.

Propriété collective des ressources

Pour la restauration des moyens de subsistance dans les 48 villages affectés, DLRF a créé des comités villageois, auxquels les bateaux et autres équipements de pêche sont fournis en propriété collective. Les revenus de la pêche sont partagés avec les personnes les plus vulnérables (personnes âgées, handicapés, veuves sans emploi, etc.). Ce système garantit une répartition équitable des bénéfices d'une ressource trop rare pour être possédée individuellement.

Reconstruction en faveur des femmes

AREDS fournit 500 bateaux pour 2 000 familles des trois districts où il est présent depuis le tsunami. Les navires deviennent la propriété de groupes de femmes afin qu'elles puissent tirer un revenu de leur location aux pêcheurs. Les femmes sont également propriétaires, seules ou conjointement avec leurs maris, des terrains sur lesquels vont être reconstruits des logements permanents.

Rapprochement des communautés

DLRF tire profit de la reconstruction pour lutter contre les discriminations et les conflits entre les différentes communautés affectées par le tsunami. Les interventions de DLRF, fédération de mouvements Dalits, au sein des communautés de pêcheurs ont en effet amené Dalits et pêcheurs à se rapprocher et même à collaborer pour les opérations d'urgence, au-delà des conflits qui les opposent. DLRF aimerait désormais développer une forme de partenariat entre ces deux groupes qui sont tous deux marginalisés dans la société indienne.

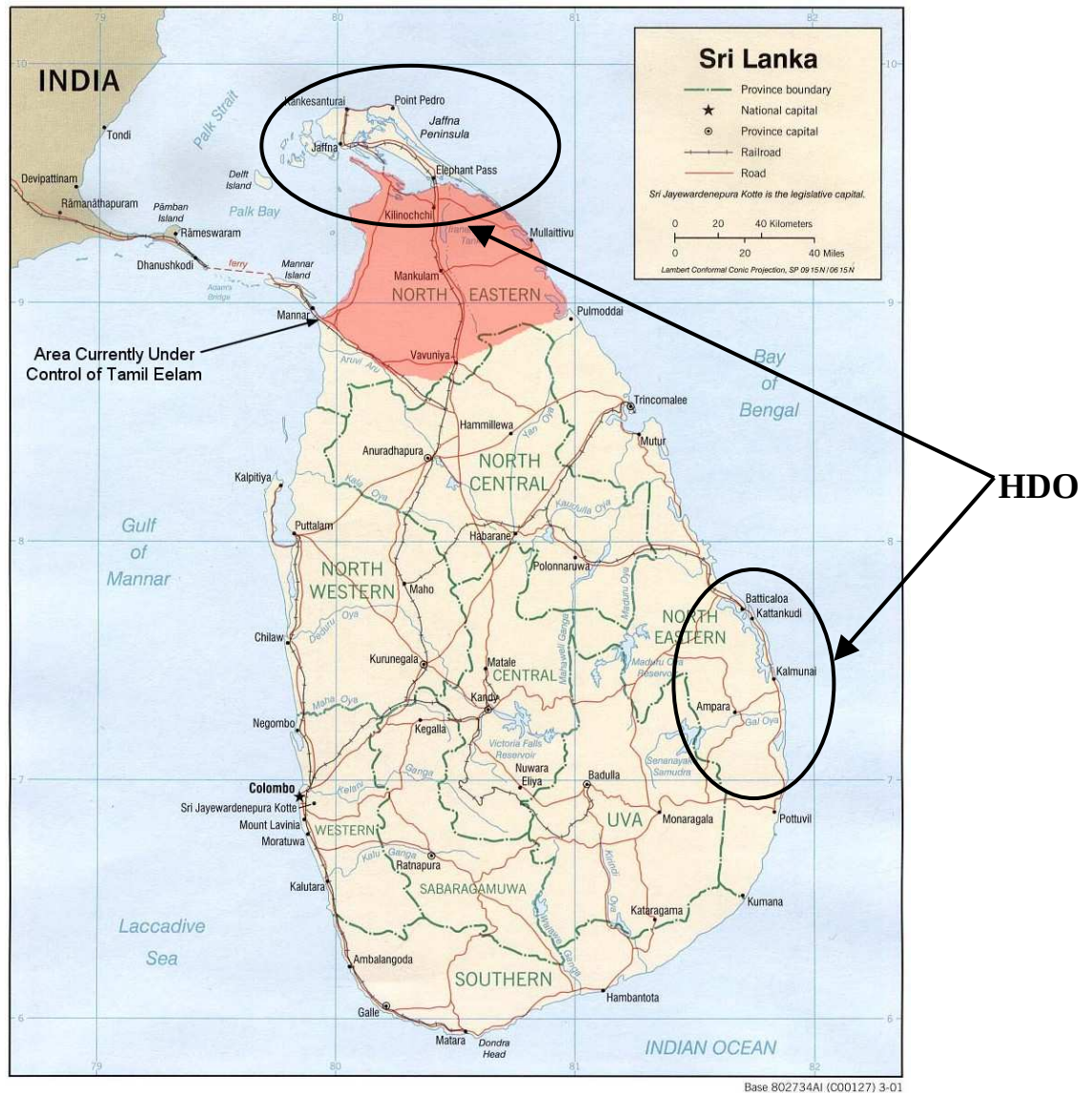
Recommandations de quelques partenaires pour la reconstruction

Profiter de la reconstruction pour agir en faveur des groupes les plus discriminés (Dalits, groupes tribaux, femmes)

Encourager la participation des populations et des autorités locales (*panchayats*) à la reconstruction

Effectuer un suivi minutieux des programmes gouvernementaux de relogement et de reconstruction, dans l'intérêt des populations

Sri Lanka



Aplat rouge : zone contrôlée politiquement par le LTTE.

Partenaire mobilisé dans les actions d'urgence : HDO

Partenaire engagé dans les opérations de réhabilitation : HDO

Sri Lanka

Contexte général et situation du pays

Le Sri Lanka est le pays où l'on compte le plus grand nombre de personnes affectées (1 million) par rapport à la population totale (17 millions en 2001). Plus de 40 000 personnes sont mortes ou disparues dans les 14 districts côtiers concernés. L'Est du pays concentre 40 % des dommages causés par le tsunami, le district de Galle au Sud représente 30 % des pertes, pour environ 20 % au Nord.

Plus de 500 000 personnes ont été déplacées après la destruction de leur habitation. Plus de 90 000 maisons ont été totalement détruites et 40 000 autres endommagées. 20 000 des 28 000 bateaux de pêche du pays ont été partiellement ou totalement détruits. Selon le Bureau International du Travail, le tsunami aurait détruit 400 000 emplois au Sri Lanka.

Le Sri Lanka est, avec l'Indonésie pour Aceh, le pays où les opérations de secours ont progressé le plus lentement, particulièrement au Nord et à l'Est, zones tamoules où le conflit entre les rebelles tamouls du Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) complique l'intervention des ONG. Au Sud, très nettement privilégié par l'Etat, les reconstructions sont entamées et les populations financièrement soutenues.

De plus, l'ampleur de la catastrophe, les procédures bureaucratiques, la corruption et surtout la destruction totale des infrastructures de communications (routes, chemins de fer, téléphone, etc.) rendent encore aujourd'hui les opérations difficiles.

La présidente Chandrika Kumaratunga a annoncé qu'une zone-tampon d'un minimum de 100 mètres dans le Sud et 200 mètres dans le Nord et l'Est serait établie le long des côtes dévastées. Toute construction ou reconstruction semble interdite à l'intérieur de cette bande, y compris pour les pêcheurs et leurs familles qui vivaient et travaillaient sur la plage avant le tsunami. Le gouvernement espère que la préservation du littoral permettra de relancer le tourisme, activité pour laquelle il nourrit beaucoup d'espairs, mais les pêcheurs ne veulent pas se réinstaller loin de la mer, car ils perdraient leur seul moyen d'existence. A ce jour, aucun document écrit officialisant cette annonce n'a été diffusé.

De plus, le gouvernement peine à identifier les terrains publics susceptibles d'être distribués aux populations affectées pour que soit entamée la phase de reconstruction définitive. Dans ce contexte, les populations continuent à vivre de façon précaire, sans moyens réels pour reconstruire leur vie et s'investir dans des activités génératrices de revenus. Elles dépendent encore considérablement de l'aide internationale et le soutien psychologique et social demeure plus que jamais crucial.

Enjeux affectant la mise en place de l'aide

Le conflit armé entre le LTTE et le gouvernement

Le conflit armé qui oppose depuis 30 ans le gouvernement de Sri Lanka aux rebelles tamouls du Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) a un impact négatif important sur l'efficacité de l'aide humanitaire dans les zones de conflit. Le contrôle de l'aide est en effet devenu un enjeu dans la lutte entre l'armée et le LTTE dans le district du Nord : alors que les rebelles souhaitent qu'elle soit confiée au Tamil Relief Organization (TRO, contrôlé par le LTTE), le gouvernement estime qu'il a seul la légitimité de prendre en charge l'aide, avec l'appui de l'armée. Cette dernière essaie de reprendre pied dans les zones tenues par le LTTE en utilisant le prétexte humanitaire, tandis que le LTTE espère gagner une reconnaissance internationale et une certaine légitimité d'administration du territoire en organisant l'aide dans le district de Jaffna.

Les deux parties ont jusqu'ici été incapables de s'entendre sur un mécanisme commun de contrôle de l'aide et la zone tamoule ne bénéficie pas pleinement de l'aide gouvernementale. Toutefois, les ONG internationales et locales ont tout de même réussi à s'implanter dans les zones tamoules et certains camps de déplacés sont même gérés conjointement par les rebelles tamouls, des envoyés du gouvernement et des ONG internationales. Dans le district de l'Est, où est notamment présent HDO, partenaire du CCFD, les opérations de secours s'organisent en accord avec les autorités gouvernementales et les responsables tamouls locaux.

La communauté internationale espérait que l'ampleur de la catastrophe du 26 décembre encouragerait le LTTE et le gouvernement à collaborer, avec pour perspective la conclusion d'une paix durable au Sri Lanka. Malgré les nombreuses visites de responsables internationaux et la médiation des Norvégiens et des Japonais, principaux promoteurs des négociations de paix qui ont abouti à la promulgation d'un cessez-le-feu en 2002, les tensions restent très vives entre les rebelles et l'armée cinghalaise. L'assassinat le 8 février d'un leader du LTTE dans une zone contrôlée par l'armée a avivé leur opposition, même si le gouvernement s'est empressé de condamner cet acte et de nier toute implication dans celui-ci. Depuis le mois de janvier, de violents affrontements opposent dans l'Est du pays le LTTE à la faction du Colonel Karuna, qui a quitté le mouvement rebelle en 2004. Le retour de la violence empêche la relance du processus de paix, d'autant plus que le LTTE accuse l'armée de secrètement soutenir Karuna pour affaiblir les Tigres. Fin mai, des tensions de plus en plus violentes étaient recensées, y compris à Colombo, semblant condamner le mécanisme conjoint et le processus de paix.

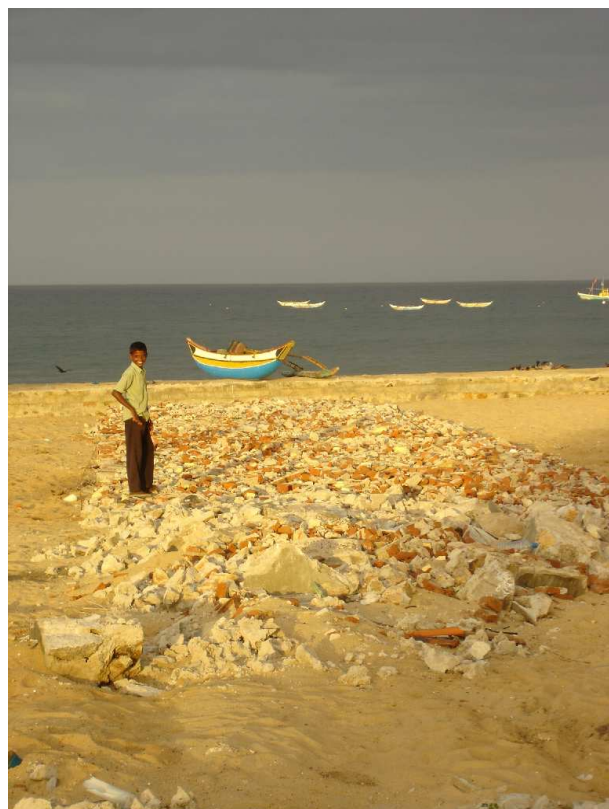
Le blocage et le détournement de l'aide

Le blocage de l'aide dans des procédures bureaucratiques et son détournement lié à la corruption de l'administration locale sont des problèmes majeurs au Sri Lanka. Les ONG locales et internationales s'en plaignent régulièrement, tandis que la communauté internationale a multiplié les appels au gouvernement pour garantir la transparence de l'aide.

Les opérations de secours sont très souvent ralenties par des procédures administratives : 100 conteneurs d'aide (vêtements, chaises roulantes, couvertures, etc., d'une valeur totale de 1 million US\$) sont ainsi arrivés mais, au port de Colombo, le gouvernement les a soumis aux taxes commerciales habituelles. Ce dernier craint en effet que des produits destinés à la vente soient introduits dans le pays sans taxe, sous couvert du prétexte humanitaire. Le 16 février, le secrétaire général de Caritas Internationalis a appelé le gouvernement sri lankais à adapter les lois pour que les gouvernements locaux puissent permettre aux ONG d'accéder à la terre et construire des abris temporaires avant le début de la mousson. Les procédures légales attachées aux droits à la terre les en empêchent pour l'instant.

Le manque de coordination des acteurs de l'aide

Le gouvernement s'est très vite montré favorable à l'intervention des agences des Nations Unies et d'ONG internationales pour mener les opérations d'urgence post-tsunami. Toutefois, il n'a pas créé de mécanisme de coordination des quelques 180 acteurs impliqués dans les secours, ce qui laisse les ONG internationales en situation de concurrence pour l'aide aux personnes déplacées, et surtout condamne l'efficacité des opérations : des activités sont saturées (santé, eau, sanitaire) alors que d'autres sont délaissées (traitement du traumatisme psychologique, question des enfants et des veuves). De plus, les ONG locales ne semblent pas associées aux efforts de coordination déployés entre agences onusiennes et grandes ONG internationales alors même qu'elles sont en mesure de permettre aux acteurs étrangers de prendre davantage en compte les besoins et les opinions exprimés par les populations affectées. En conséquences, des tensions de plus en plus vives sont ressenties sur le terrain entre les différents acteurs intervenant auprès des populations affectées.



Karaithevu, juin 2005 : la vie reprend ses droits dans un paysage marqué par le tsunami.

Activités des partenaires au Sri Lanka

Human Development Organization (HDO)

HDO est une ONG basée à Kandy dans le centre du pays, d'origine indienne tamoule (à différencier des tamouls originaires de Sri Lanka dont est issu le mouvement LTTE). Elle est enregistrée auprès du Ministère des Affaires sociales et travaille dans les communautés de travailleurs des plantations de thé sur le thème du droit au développement, des droits humains, de la paix et de la justice sociale. HDO a acquis une expérience de gestion d'opérations humanitaires lors des inondations qui avaient frappé le Sud du pays en 2003-2004.

Déjà en relation avec les populations touchées en raison de ses activités habituelles de développement, HDO a commencé dès le 26 décembre à distribuer nourriture, vêtements, médicaments, tentes, etc., autour de Batticaloa dans le district de l'Est. Face à la demande des populations sinistrées, l'ONG a étendu ses activités d'urgence à toute la zone centre du district Est, notamment en ouvrant un bureau à proximité d'Ampara. Alors que les ONG internationales se sont concentrées sur le Sud du district Est, la région du Kharaithevu a été délaissée par les secours en raison de la destruction totale des infrastructures de transport. HDO intervient également à Jaffna dans le district du Nord, zone sous contrôle du LTTE et où les rebelles et l'armée s'affrontent pour le contrôle de l'aide humanitaire. Là-bas, l'ONG travaille avec l'association des femmes tamoules de la ville.

Désormais HDO se tourne vers des activités de réhabilitation, principalement basées sur la reconstruction de logements provisoires, la construction de centres de loisirs et de crèches pour les enfants, la réparation et l'acquisition en propriété collective de bateaux de pêche et de filets, l'organisation d'activités collectives génératrices de revenus pour les femmes, en particulier les veuves. Pour piloter ces activités, l'ONG organise des groupes de suivi des actions d'aide et de réhabilitation intégrant les populations affectées.

HDO coordonne aussi ses actions avec d'autres organisations dans le domaine de l'aide d'urgence : Association des diplômés et étudiants de l'université de Batticaloa, Société des Journalistes dans la région d'Ampara, Fondation Human Power à Galle, Centre de Développement des Femmes à Jaffna, IMADAR à Colombo, Citizen's Watch dans les zones de plantations.

Une initiative intéressante de HDO au Sri Lanka

Lorsque HDO a ouvert un bureau pour la gestion de ses activités liées au tsunami dans le district d'Ampara, l'ONG a recruté trois nouvelles personnes, un musulman et deux tamouls. Cette « mixité », dans un district où vivent Tamouls, Musulmans et Cinghalais, permet de concrétiser le travail de rapprochement des communautés jusque dans le fonctionnement de l'organisation.



Karaithevu, juin 2005 : le directeur d'HDO au milieu des enfants affectés par le tsunami, dans une école construite par HDO.

Recommandations du partenaire pour la reconstruction

HDO souligne qu'il faut soutenir les actions des ONG locales qui essaient de mettre en place des mécanismes de consultation et de participation directe des populations et des autorités locales des zones affectées par le tsunami. Il est crucial qu'elles soient associées aux prises de décisions concernant les plans de réhabilitation et de reconstruction. Par ailleurs, ce processus permettrait de renforcer les capacités organisationnelles des communautés locales sur le long terme.

Thaïlande



Thaïlande

Contexte général et situation du pays

La Thaïlande a été moins touchée par le tsunami du 26 décembre 2004 que le Tamil Nadu en Inde, le Sri Lanka et surtout Aceh en Indonésie : au 16 février, 5 395 personnes avaient été déclarées mortes et 3001 disparues, dont au moins 1 000 étrangers. Toutefois, des corps avaient été brûlés à la hâte dans les derniers jours de décembre, et par conséquent non comptabilisés dans les statistiques. Le tsunami du 26 décembre a touché six provinces du Sud de la Thaïlande sur la côte d'Andaman (côte Ouest) : Phuket, Phang Nga, Krabi, Ranong, Trang et Satun. C'est Phang Nga qui a été la plus affectée. Au total, ce sont 308 villages qui ont été touchés de manière importante ; 12 068 familles (54 672 personnes) ont eu des blessés ou des morts, 3 600 maisons ont été détruites et 3 200 autres endommagées. Les communautés concernées sont essentiellement des villages de pêcheurs et des urbains vivant du tourisme, activité extrêmement développée dans la zone.

Le raz-de-marée aurait causé 333 millions d'Euros (13 milliards de Baths) de dommages à la Thaïlande, selon le gouvernement. On estime à 7.8 millions de dollars US le montant des dégâts occasionnés par le raz-de-marée sur les infrastructures civiles (routes, ponts, ports, etc.), dont 70 % à Phang Nga. 4 500 bateaux de pêche de la côte d'Andaman ont été endommagés ou même détruits, ce qui signifie que près de 30 000 familles ont perdu leurs moyens d'existence. La perte due au tsunami pour le secteur de la pêche est évaluée à 36 millions de dollars US.

Mais pour le Gouvernement thaïlandais, ce sont les pertes enregistrées par l'industrie du tourisme, qui représente 6 % du PIB, qui posent réellement problème : le Ministère du Tourisme estime que la baisse d'activités subséquente au tsunami ferait chuter les recettes du secteur de plus de 780 millions de dollars US pour le premier trimestre de 2005 (soit 10 % du chiffre d'affaires de ce secteur d'activité). Les provinces touchées par le tsunami représentent en effet 25 % du revenu annuel du tourisme thaïlandais. 200 000 emplois seraient menacés dans la région. Le Premier Ministre a très rapidement lancé la réparation/reconstruction des complexes hôteliers et autres infrastructures touristiques et tout de suite cherché à attirer de nouveau les visiteurs étrangers. L'aide de l'Etat au secteur hôtelier est de 10 milliards de bahts (256 millions d'Euros), sous la forme de crédits remboursables sur 20 ans.

Le déblaiement des zones touchées a été effectué en janvier et la reconstruction des zones touristiques a très rapidement suivi les opérations de secours, dès le mois de février. Alors en pleine campagne électorale, le Premier Ministre Thaksin Shinawatra a tenu à montrer que la Thaïlande, dont l'économie dépend fortement de la bonne teneur de ses valeurs boursières, pouvait se relever immédiatement de la catastrophe et a notamment pris soin de venir en aide aux touristes étrangers. Par contre, beaucoup de villages de pêcheurs ont été délaissés

par l'aide d'urgence. La Thaïlande a refusé l'offre de moratoire sur sa dette extérieure et n'a demandé l'aide internationale que pour l'identification ADN des victimes.

Enjeux affectant la mise en place de l'aide

Si les opérations de secours ont été menées efficacement en Thaïlande, il n'en reste pas moins que l'aide n'a pas toujours été équitablement répartie en fonction des victimes, et surtout des intérêts des dirigeants locaux et nationaux.

Concentration de l'aide sur les zones touristiques

L'aide gouvernementale d'urgence a été très nettement concentrée sur les zones touristiques (Phuket et Krabi), notamment pour venir en priorité au secours des étrangers. Les autorités ont tenu à montrer au monde qu'elles prenaient un soin spécial des touristes, et ont très vite amorcé la reconstruction des complexes hôteliers. Par contre, l'efficacité des efforts d'urgence et de reconstruction n'a pas toujours bénéficié aux populations locales, aux immigrés birmans, aux pêcheurs musulmans et aux communautés de pêcheurs bouddhistes. Les petits propriétaires d'hôtels ou de restaurants familiaux ont quant à eux également été tenus à l'écart de l'action gouvernementale.

Il est à craindre que la négligence vis-à-vis des zones non touristiques ne s'explique également par le fait que le gouvernement entende étendre l'emprise du tourisme sur les côtes, et donc ne pas encourager les locaux à reconstruire leurs villages dans les zones dévastées et pas encore déblayées. Les investisseurs veulent en effet construire les zones côtières désertées tant que les populations sont installées dans des logements temporaires. Par ailleurs, les autorités ont profité du tsunami pour adopter de nouvelles réglementations interdisant aux commerçants d'installer leurs échoppes sur les plages, ce qui a provoqué la fureur de ces derniers.

Le Premier Ministre Thaksin pourrait s'impliquer lui-même dans l'expansion des complexes hôteliers sur la côte, puisqu'une loi sur les zones économiques spéciales, actuellement en cours de discussion, l'autoriserait à disposer d'un terrain dans n'importe laquelle des 76 provinces du pas par simple décret royal.

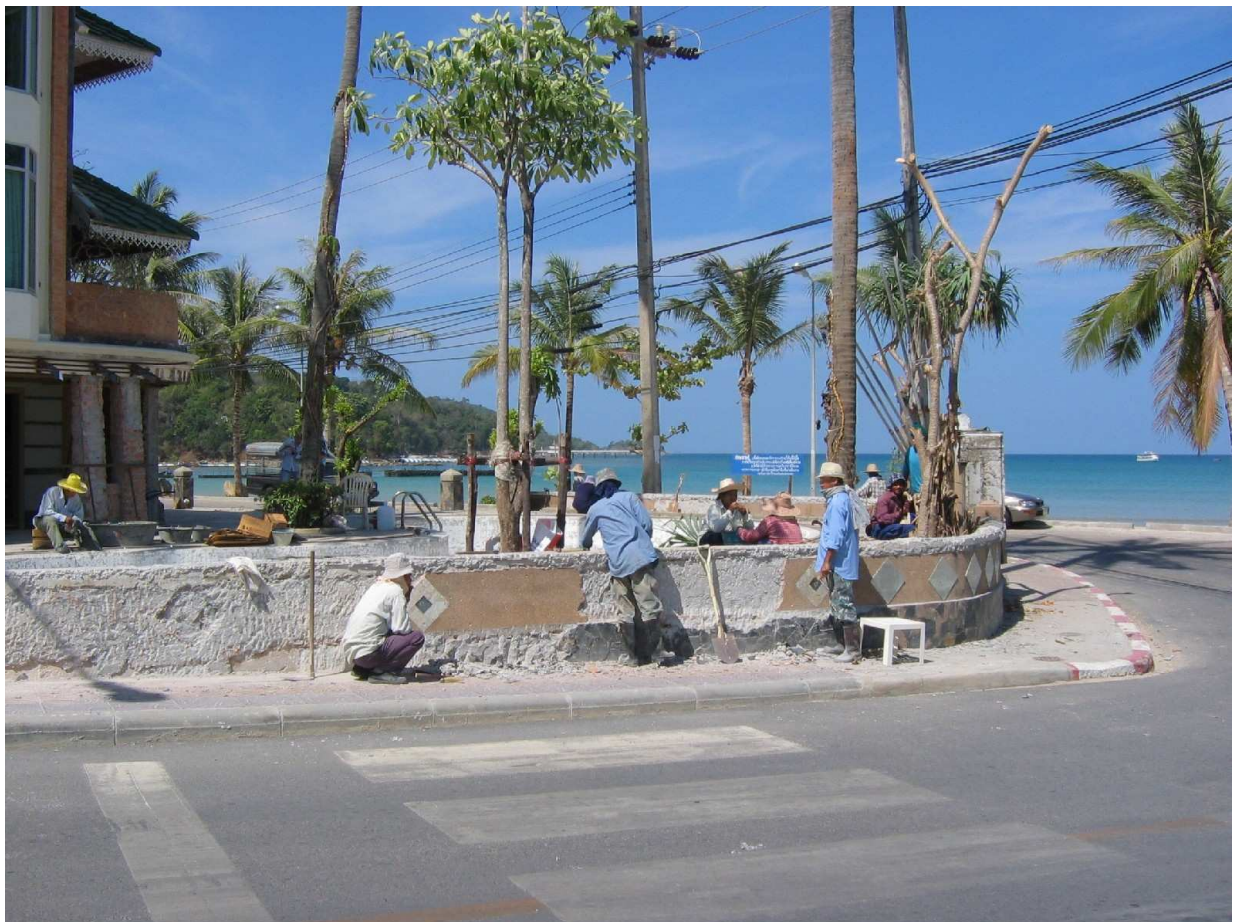
Le cas des travailleurs birmans en Thaïlande

On dénombre entre 70 000 et 120 000 travailleurs birmans dans le Sud de la Thaïlande, dont 75 000 enregistrés légalement auprès des autorités, employés dans les secteurs du tourisme, de la pêche, du bâtiment ou de l'agroalimentaire. On estime qu'environ 3 000 d'entre eux seraient morts (ils ne sont pas comptés dans les statistiques nationales) dans le tsunami. Jusqu'à la mi-janvier, la police thaïlandaise a quotidiennement arrêté et expulsé à la frontière un total estimé à 2 000 Birmans sans papiers (la plupart des rescapés du tsunami ayant perdu tous leurs papiers dans le raz-de-marée). De l'autre côté de la frontière, ces derniers furent arrêtés pour entrée illégale en Birmanie, durent payer des amendes ou furent même emprisonnés ou soumis au travail forcé par les autorités birmanes. Un journal national a alimenté l'hystérie anti-birmane et l'hostilité de la police à leur rencontre en répandant la rumeur que les Birmans pillaient les bâtiments dévastés sur la côte. Pour échapper aux contrôles, la majorité des travailleurs birmans a donc fui dans les forêts, auprès des

communautés de travailleurs immigrés à l'intérieur des terres ou même en Birmanie, au lieu de se rendre sur les lieux de distribution de l'aide d'urgence.

Sous la pression des ONG nationales de défense des droits de l'Homme, les autorités thaïlandaises ont déclaré qu'elles empêcheraient les arrestations arbitraires de Birmans et toute discrimination à leur encontre dans la distribution de l'aide. L'attitude du Gouvernement s'explique notamment par le fait que la Thaïlande a besoin de la main-d'œuvre birmane pour reconstruire les zones dévastées : Le salaire moyen d'un homme birman sur un chantier est de 5 400 baths/mois (4 200 baths pour les femmes) alors que le salaire moyen en Thaïlande se situe entre 8 000 et 15 000 Baths. Mais, malgré la fin des exactions contre les Birmans, nombre d'entre eux craignent toujours la répression de la police et des autorités locales, et restent donc très méfiants vis-à-vis des intervenants de l'extérieur (y compris ceux des ONG). Seules les organisations locales travaillant de longue date avec eux peuvent leur apporter une aide efficace et les convaincre de se rendre dans les bureaux des administrations locales pour que leurs documents officiels (carte d'identité, permis de travail, carte de couverture sociale) soient refaits.

Aujourd'hui, alors que l'atmosphère dans le Sud est moins hostile aux Birmans, les ONG peuvent amorcer un travail de plaidoyer pour les droits des Birmans, au-delà des aspects simplement juridiques : accès à l'éducation pour les enfants, culture, lieux communautaires pour la rencontre et l'échange, accès à l'information, soutien psychologique, etc.



5 février 2005 : A Phuket, vitrine touristique de la Thaïlande, les travailleurs birmans ont presque achevé la reconstruction des hôtels.

Activités des partenaires en Thaïlande

Tsunami Action Group (TAG)



Le TAG est une coordination *ad hoc* constituée quelques jours après le tsunami par plusieurs ONG locales afin de coordonner leurs actions d'urgence en direction des travailleurs birmans. Ces organisations, parmi lesquelles figure Altsean Burma, partenaire du CCFD, sont toutes habituellement engagées dans la défense des droits des travailleurs birmans ou des droits humains en général. Les membres du TAG vont mener des actions conjointes jusqu'à la fin du mois de juillet, puis elles se spécialiseront dans leurs domaines respectifs.

Au mois de mai, les organisations du TAG ont continué jusqu'à aujourd'hui à fournir une aide d'urgence aux travailleurs birmans des plantations d'hévéa, du secteur du bâtiment et de l'industrie de la pêche, en attendant qu'ils touchent leurs premiers salaires après le tsunami. Vingt-sept toilettes et des sanitaires ont été construits pour les quelques 500 Birmans vivant dans des camps près de leurs lieux

de travail. Dans le domaine médical, le TAG aide les Birmans à obtenir leurs cartes de sécurité sociale, parfois retenues par leurs employeurs, et à obtenir des certificats de naissance pour les nouveaux-nés. Le TAG travaille également avec Médecins Sans Frontières-Belgique pour organiser des ateliers de sensibilisation aux soins et à l'hygiène de base, pour transporter les malades et les blessés à l'hôpital public de Takuapa, assurer la traduction birman-thaï et veiller à ce que les immigrés bénéficient des droits ouverts par la possession d'une carte de santé. Le TAG a arrêté en avril son assistance juridique aux Birmans pour l'enregistrement légal auprès de l'administration publique, sur ordre des autorités locales. Le personnel des ONG informe désormais les immigrés sur les conditions du nouveau procédé d'enregistrement que le gouvernement est en train de mettre en place.

Les organisations travaillant sur le terrain pour le TAG sont d'ores et déjà en train de planifier les activités qu'elles développeront par elles-mêmes après la fin de la coordination d'urgence :

- Grassroots HRE a ouvert des centres éducatifs pour les enfants d'immigrés ;
- HREIB propose des formations sur les droits des enfants et les techniques d'enseignement aux enfants pour les volontaires de centres éducatifs ;
- MAP Foundation a commencé à diffuser des informations sur la radio locale, Barn Nam Kem, afin de sensibiliser la population thaï à la situation des immigrés birmans ; MAP est également en train de mettre en place un centre culturel communautaire et veut continuer à fournir une assistance juridique au travailleurs et développer des activités relatives au travail des femmes birmannes.

Yadfon

Dans la province de Trang, Yadfon est intervenu auprès des communautés de pêcheurs avec lesquelles l'ONG avait travaillé, il y a plusieurs années, sur l'implantation de mangroves et la gestion durable des ressources halieutiques. Yadfon a distribué de l'aide d'urgence et fourni de l'équipement de pêche dans 5 villages.

Yadfon s'est maintenant engagé dans la réhabilitation des communautés côtières de la région de Krabi et Trang. Tout en poursuivant cette première phase de secours, l'ONG s'engage maintenant dans des activités de plus long terme, notamment la réorganisation des communautés affectées et la plantation de mangroves, qui ont joué dans certains endroits un rôle important de tampon pour amortir l'impact du raz-de-marée. Yadfon retrouve donc dès la réhabilitation les activités de développement qu'il mène habituellement avec les pêcheurs.



10 février 2005 : dans le village de Modtanoy, les habitants reconstruisent des cages de pêche avec le soutien de Yadfon et l'appui financier du CCFD.

Spirit in Education Movement (SEM)

En collaboration avec le TAG, SEM a envoyé des moines bouddhistes et des psychologues dans les provinces du Sud afin de fournir un soutien moral et psychologique aux personnes affectées. L'organisation a également participé à des opérations de distribution d'aide d'urgence. Le TAG et Sem ont décidé de coordonner leurs activités de réhabilitation pour mieux répondre aux besoins à moyen et long terme des travailleurs birmans dans le Sud de la Thaïlande. SEM s'oriente donc vers le soutien spirituel et matériel de la communauté birmane dans la zone, grâce au travail de 3 bonzes birmans. Un centre culturel communautaire a été ouvert à Phang Nga, où des cours de culture traditionnelle birmane et de langue birmane, thaïe et anglaise seront dispensés par les bonzes. Le centre, comportant un centre religieux, une salle de classe, une bibliothèque et une cuisine, pourra servir à d'autres activités de formation, des cérémonies, etc.

Quelques initiatives intéressantes de partenaires du CCFD en Thaïlande

Approche participative des opérations d'urgence

Quand Yadfon avait mené des projets de préservation de mangrove avec des communautés de pêcheurs du Sud de la Thaïlande il y a dix ou quinze ans, des comités villageois avaient été constitués pour suivre la mise en œuvre des différentes activités. Après le tsunami, c'est sur ces comités que l'ONG s'est appuyée pour organiser les opérations d'urgence et de réhabilitation. Ce sont donc les communautés qui ont elles-mêmes pris en charge l'aide (en organisant la distribution de nourriture et de matériel de première urgence, en achetant elles-mêmes les filets et autres équipements de pêche, etc.), de la même manière qu'elles avaient participé aux projets de développement de Yadfon auparavant.

Formation des agents de l'administration pour l'adoption des orphelins du tsunami

Le CPRC (Centre for Protection of Children's Rights) a contacté d'autres ONG et organisations gouvernementales afin de rechercher des solutions durables pour les quelque 1 200 enfants rendus orphelins par le tsunami, et accueillis jusqu'à présent dans des structures de l'Etat. L'ONG souhaite lancer un programme pilote avec 20 enfants pour identifier, agréer et former des familles d'accueil, et envisage de former des agents du Ministère du Développement Social pour qu'ils généralisent ensuite ce protocole (inédit en Thaïlande) par eux-mêmes.

Coordination des acteurs

Les différentes organisations travaillant avec les immigrés birmans en Thaïlande se sont rapidement retrouvées pour former le Tsunami Action Group (TAG) et assurer, ensemble, les opérations de secours à ces populations dans le Sud de la Thaïlande. Les mouvements continuent à harmoniser leurs actions pour ne pas dédoubler leurs actions et répondre à tous les besoins, y compris de moyen et long terme, des travailleurs birmans. SEM a ainsi orienté ses activités à Phang Nga en concertation avec le TAG, et concentré ses efforts sur le soutien psychologique et spirituel aux communautés birmanes.

Birmanie



Base 802499 (801313) 8-96

Partenaire
du CCFD

Birmanie

Contexte général et situation du pays

En Birmanie, l'Arakan, l'Etat Mon, le Tenasserim et surtout le delta de l'Irrawady ont été affectés par le tsunami, mais dans des proportions bien moindres que les autres pays. Plusieurs raisons expliqueraient que les 2 850 km de côtes birmanes aient été relativement épargnés :

- En 2004, 2 inondations dans le delta de l'Irrawady avaient forcé ses habitants à se réfugier à l'intérieur des terres, où ils vivent encore aujourd'hui.
- La Birmanie, se trouvant au Nord de l'épicentre du séisme du 26 décembre, n'a pas été frappée par les vagues les plus fortes du raz-de-marée, celles de direction Est-Ouest.
- La pêche industrielle et le tourisme ne sont pas très développés, si bien que les mangroves sont davantage préservées que dans les autres pays affectés, et elles ont joué un rôle d'absorption du choc du raz-de-marée.
- Les nombreuses îles de la Mer des Andaman ont elles aussi amorti la puissance des vagues avant qu'elles n'atteignent la côte.

Le gouvernement birman a officiellement déclaré que le tsunami avait tué 61 personnes, blessé 42 autres, détruit 29 villages et laissé 2 592 personnes sans logis. Ces chiffres ont d'abord été contestés par les diverses organisations travaillant sur la Birmanie au regard de l'importance des dégâts dans les pays voisins, puis confirmés par un rapport des Nations Unies au début du mois de janvier. Le partenaire du CCFD explique la faiblesse des dégâts humains par le fait que l'armée, omniprésente dans cette zone, a poussé les populations à fuir avant l'arrivée de la troisième vague, la plus destructrice. Dans l'Irrawady, 50 personnes seraient mortes et environ 80 bateaux de pêche auraient été détruits. Selon le coordinateur des Nations Unies en Birmanie, environ 10 000 personnes auraient besoin de secours d'urgence.

Les évaluations menées en janvier et février sur le terrain par le partenaire du CCFD ont permis de dresser ce panorama des conséquences du tsunami sur les communautés côtières birmanes :

Dans l'Irrawaddy, les villages affectés étaient constitués de 10 % de marchands et commerçants (dont certains possédaient des bateaux de pêche ou des plantations de noix de coco), 10 % de pêcheurs propriétaires de bateaux et/ou de plantations, et 80 % de personnes travaillant pour les commerçants. Les employés ont été les plus touchés parce qu'ils vivent dans des maisons en bambou au bord de la mer. Des maisons et des bateaux ont été détruits et des terres salinisées, ce qui laisse certaines communautés dans l'incapacité de se nourrir et de pourvoir à leurs besoins. L'eau potable manque également, car les réservoirs ont été endommagés par le tsunami. Les enfants ont perdu leurs fournitures scolaires et ne peuvent parfois pas suivre les cours dans les écoles endommagées.

La Birmanie a refusé toute intervention internationale d'urgence, mais a reçu un total de 1.36 millions US\$ de dons en liquide ou en matériel, selon un officiel du régime. La Chine avait donné 200 000 US\$ au gouvernement, la Croix Rouge américaine 500 000 US\$ pour soutenir l'action de l'UNICEF, et les Croix Rouges allemande et canadienne avaient envoyé des dons matériels au bureau birman de la Fédération Internationale de la Croix Rouge.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et l'UNICEF ont pu faire une évaluation des besoins dans l'Irrawady, et le Comité International de la Croix Rouge (CICR), Médecins Sans Frontières (MSF) et le PAM ont eu accès à une partie des côtes du Tenasserim et des îles au large. Alors que le cas birman est rarement évoqué dans la presse, des sommes importantes de bailleurs de fonds du Nord sont utilisées dans le pays, en toute discrétion, pour le déploiement de l'aide sur les côtes par des ONG locales.

Enjeux affectant la mise en place de l'aide

Obstacles gouvernementaux pour évaluer les besoins et mener des opérations de secours.

La censure des médias et les restrictions des mouvements des ONG et agences internationales expliquent le flou qui règne autour de la situation après le tsunami en Birmanie. Il est aujourd'hui impossible d'établir un bilan fiable des conséquences car de nombreuses zones a priori affectées sont fermées à toute présence étrangère, notamment le Tenasserim, l'Arakan et les îles au large du pays (Iles Coco, Preparis, etc.), qui accueillent en secret des systèmes de surveillance par satellite des installations nucléaires chinoises. Le PAM, l'UNICEF et MSF peuvent travailler dans les zones touchées, mais leurs activités sont fortement restreintes. La dictature birmane a fermé la porte aux interventions extérieures dans le cadre du tsunami de la même façon qu'elle le fait pour les autres urgences sanitaires et alimentaires qui affectent d'autres zones du pays.

Le partenaire du CCFD rapporte qu'il lui a été difficile de venir en aide aux victimes du tsunami à cause des restrictions fixées par la junte militaire au pouvoir. Ses volontaires ont toujours été accompagnés par des soldats, ce qui les a empêchés de parler librement avec les villageois. De plus, ils n'avaient pas la possibilité d'aider les populations en fonction de leurs besoins : il était interdit d'établir une liste des maisons détruites et des besoins ; dans certains cas les victimes n'étaient pas autorisées à reconstruire leurs logements, même si le partenaire du CCFD acceptait de les financer ; ce dernier n'a pas non plus pu aider financièrement les familles pour payer les études secondaires de leurs enfants.

Désintérêt de la junte vis-à-vis des travailleurs birmans en Thaïlande

L'ambassade birmane est la seule qui ne soit pas venue en aide à ses ressortissants en Thaïlande dans les jours suivant le raz-de-marée. L'Asian Human Rights Commission (AHRC), partenaire du CCFD basé à Hong Kong, estimait au 19 janvier le nombre de victimes birmannes à 2 300, le nombre de disparus à 4 000, auxquelles elle ajoutait 3 000 autres personnes réfugiées dans des chantiers

abandonnés ou des collines sans aucun accès aux aides. Les Birmans morts en Thaïlande n'ont pas été comptabilisés dans les statistiques annoncées par la junte, et les 2 000 travailleurs qui auraient été déportés en Birmanie par les autorités thaïlandaises en janvier ont dû payer des amendes pour défaut de papiers officiels. Depuis le 05 janvier, la Birmanie refuse d'admettre les émigrés à l'intérieur du pays. 500 d'entre eux seraient ainsi bloqués à la frontière, sans assistance.

Activités de notre partenaire en Birmanie

L'équipe de Rangoon de notre partenaire est intervenue après le tsunami dans le delta de l'Irrawaddy et dans l'Arakan pour apporter de l'aide aux populations affectées et mener des enquêtes pour évaluer l'ampleur des besoins. L'ONG a distribué du riz et de l'huile, et apporté son soutien financier à la reconstruction de bâtiments, de bateaux, de filets et de réservoirs d'eau dans plusieurs villages.

